

Zonage d'assainissement

Commune de Traize

NOTICE DE PRESENTATION

Modification N° 1 du zonage d'assainissement des eaux usées

Vu, pour être annexé à la délibération du

Le Maire, Guy Dumollard

Pièce 1 -
NOTE DE
PRESENTATION

Sommaire

1. CONTEXTE	2
2. Rappels réglementaires	3
1. Assainissement existant	5
2. Description de la modification du zonage d'assainissement des eaux usées	5
3. Assainissement collectif	6
3.1. Zone concernées	6
3.2. Les travaux déjà réalisés	7
3.3. Les travaux à venir	7
3.4. Organisation service d'assainissement collectif	7
3.5. Coûts du scénario d'assainissement collectif retenu	8
3.6. Investissement et fonctionnement	8
3.7. Répercussion financière du projet sur le prix de l'eau	8
4. Assainissement non collectif	10
4.1. Zone concernées	10
4.2. Organisation service d'assainissement non collectif	10
5. Eaux pluviales	11
5.1. Zone d'assainissement collectif	11
5.2. Zone d'assainissement non collectif	12

1. CONTEXTE

Les études technico-économiques préalables au zonage d'assainissement ont été réalisées en 2003 par la société SAUNIER ENVIRONNEMENT.

Par délibération du 22 novembre 2002, le Conseil Municipal a validé le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune et sollicité la mise à l'enquête publique de cette proposition de zonage d'assainissement.

A l'issue de l'enquête publique, menée conjointement avec le PLU en 2003, le plan de zonage d'assainissement a été approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal souhaite aujourd'hui modifier le zonage d'assainissement pour correspondre aux besoins actuels en matière d'assainissement.

Cette modification du zonage fait l'objet d'une nouvelle carte de zonage d'assainissement qui devra être soumise à enquête publique.

En effet, l'étude de zonage est soumise à enquête publique comme le précise les articles R2224-8 et 9 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui mentionnent que : «L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L2224-10 est conduite par le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R 123-1 à R 123-27 du Code de l'environnement.

Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.».

Ainsi, par délibération en date du 10/09/2014, le Conseil Municipal a validé le plan modifié du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Traize et a donné pouvoir à Monsieur le Maire pour exécuter toutes les formalités nécessaires à la mise à l'enquête publique du projet.

Le présent document constitue la modification n°1 du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Traize.

2. RAPPELS REGLEMENTAIRES

Le tableau suivant résume les principaux éléments de la législation concernant le projet

Directive Européenne du 21/05/91	Relative au traitement des eaux résiduaires urbaines
Loi sur l'eau n° 2006-1172 du 30/12/06	Concerne l'assainissement et vise à assurer notamment : <ul style="list-style-type: none"> la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides, le développement et la protection de la ressource en eau.
Décret du 11 septembre 2007	Relatif aux redevances d'assainissement et au régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau et modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales.
D.T.U. 64-1 d'août 1998	Ce document définit les règles de l'art pour la mise en œuvre des ouvrages d'assainissement autonome.
Arrêté du 22 juin 2007	Prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte, de transport et de traitement des eaux usées
Circulaire du 15 février 2008	Circulaire relative à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées.
Arrêté du 7 septembre 2009 modifié	Arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute inférieure à 1.2 kg de DBO5/
Arrêté du 27 avril 2012	Arrêté fixant les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations non collectif.

Selon l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L1331-4 du Code de la Santé Publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que :

«Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement »

L'article R2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que :

«Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.»

En résumé, il est à retenir, concernant l'assainissement non collectif : le contrôle des filières est une activité de service public.

C'est un contrôle :

- administratif : compatibilité de la filière proposée,
- de terrain : initialement à l'implantation et périodiquement (vidanges, entretien).

Le service public de contrôle peut être étendu à l'entretien des filières.

La pose des systèmes autonomes et la réhabilitation des filières sont à la charge des propriétaires.

Le service de contrôle et éventuellement d'entretien est à la charge de l'usager.

Le bon fonctionnement du service public d'assainissement (collectif ou non collectif) est de la responsabilité de la commune ou de l'EPCI lorsque la compétence a été transférée, comme c'est le cas pour l'ANC à Traize (compétence transférée à la Communauté de Commune de Yenne

Concernant l'assainissement collectif, le contrôle du réseau et du traitement des effluents, est une activité de service public. Les habitations desservies par un réseau sont dans l'obligation de se raccorder. Ce service implique une redevance à la charge du particulier calculée sur le volume d'eau consommé.

1. ASSAINISSEMENT EXISTANT

Depuis la réalisation du Schéma Directeur d'assainissement en 2003, la commune de Traize a réalisé les travaux qu'elle prévoyait, avec la mise en place d'un réseau de collecte des eaux usées du Chef Lieu et leur traitement dans une unité de traitement en aval.

Conformément au zonage actuel, les autres hameaux sont restés en assainissement non collectif. La Communauté de communes de Yenne, assure la mission du SPANC.

Une vaste campagne de réhabilitation des installations obsolètes et de vérification des installations neuves a permis d'améliorer de façon significative l'état sanitaire des hameaux.

2. DESCRIPTION DE LA MODIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

La commune souhaite dans le cadre de sa mission de salubrité modifier le zonage d'assainissement.

Cette modification du zonage répond aux besoins d'assainissement des hameaux de Charosse et des Mallots.

Ces deux hameaux au bâti dense, ne permettent pas à chaque propriété de disposer de suffisamment d'espace pour mettre en œuvre un assainissement. De plus sur la partie amont de ces hameaux l'affleurement du Rocher quasi permanente ne permet pas de pouvoir infiltrer dans de bonnes conditions les eaux épurées. De nombreuses bâtisses ne peuvent pas être rénovées du fait de ses contraintes fortes.

En marge du zonage collectif du Chef lieu, une habitation sise sur la parcelle 661 sera prochainement raccordée au réseau d'assainissement. Elle sera donc zonée en assainissement collectif.

3. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.1. Zone concernées

Les secteurs concernés par l'assainissement collectif sont :

- Charosse
- Les Mallots
- Chef lieu

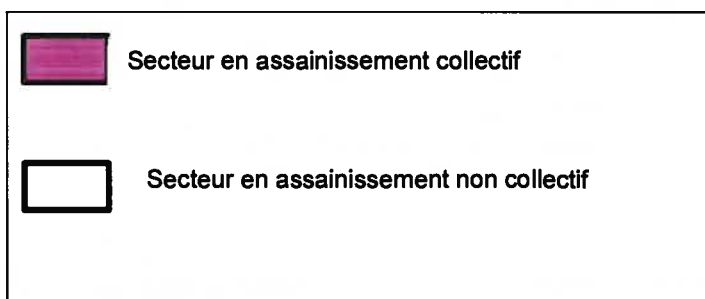
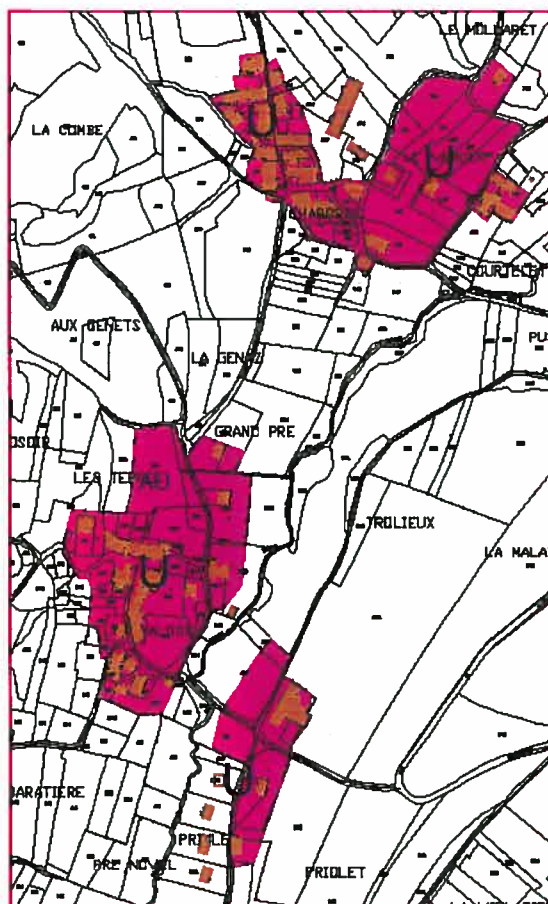


Figure 1 :Nouveau zonage d'assainissement des hameaux de Charosse et des Mallots

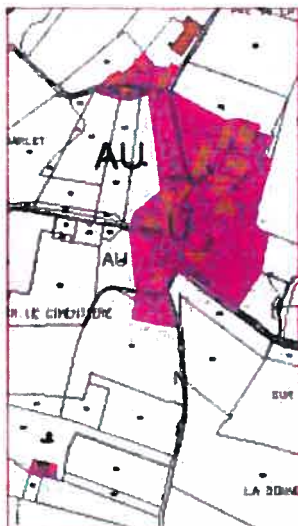


Figure 2 : Zonage actuel du Chef Lieu avec ajout de la parcelle 661 au Sud

3.2. Les travaux déjà réalisés

La mise en œuvre de l'assainissement du Chef Lieu a été réalisée. Une station d'épuration de type lit à macrophytes a été installée.

3.3. Les travaux à venir

Il est envisagé :

- Le traitement des eaux usées regroupant les hameaux de Charosse et Les Malods, soit 150 EH à terme à traiter sur une station de type lit à macrophytes
- la mise en œuvre de la collecte sur chacun des hameaux dans la limite de l'éloignement des maisons,
- la mise en œuvre du transport entre Les Malods et Charosse,

Les travaux de renforcement et de réhabilitation du réseau d'eau potable pourront être envisagés en travaux communs.

3.4. Organisation service d'assainissement collectif

Les abonnés situés au Chef-lieu et bientôt ceux de Charosse et des Mallots, bénéficient du service public de l'assainissement collectif.

Ce service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97) est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Plusieurs précisions sont indiquées quant au fonctionnement de ce service :

1. Une seule redevance sera appliquée pour l'ensemble des abonnés de la commune
2. Les abonnés dépendent du service public de l'assainissement collectif dès lors que le réseau d'assainissement communal dessert leur parcelle.
3. La partie privée du branchement à réaliser (du logement jusqu'à la limite de propriété) est à la charge du propriétaire.

4. Les abonnés desservis par les réseaux d'assainissement ont l'obligation de se raccorder. Une tolérance de deux années peut être accordée aux abonnés nouvellement desservis. Après ce délai, une majoration de la redevance assainissement collectif pourra être appliquée, puis une mise en demeure.
5. Seules les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) sont raccordables dans le cas de réseaux d'assainissement collectif dits séparatifs (cas de tous les réseaux récents et futures dessertes). Les eaux pluviales ne sont acceptées que dans ces nouvelles canalisations. Le raccordement d'eaux usées issues de processus industriels ou agricoles est soumis à convention et rarement possible.

3.5. Coûts du scénario d'assainissement collectif retenu

L'évaluation des coûts de travaux est la suivante :

Travaux	Tx TVA	Montant H.T.	T.V.A.	Montant T.T.C.
1 Collecte EU Charosse	20,00%	116 992,57	23 398,51	140 391,08
2 Collecte EU et transport Malods	20,00%	127 124,70	25 424,94	152 549,64
4 STEP Charosse	20,00%	95 400,00	19 080,00	114 480,00
5 Maîtrise foncière, études, contrôle et Divers	20,00%	55 000,00	11 000,00	66 000 ,00

TOTAL MARCHE HT	394 517,27
TVA 20%	78 903,45
TOTAL MARCHE TTC	473 420,72

3.6. Investissement et fonctionnement

Les investissements seront financés par :

- La participation communale (autofinancement et emprunt)
- La participation pour raccordement aux égouts des abonnés
- Les éventuelles subventions des partenaires institutionnels (Conseil Général, Agence de l'eau, Etat...)

3.7. Répercussion financière du projet sur le prix de l'eau

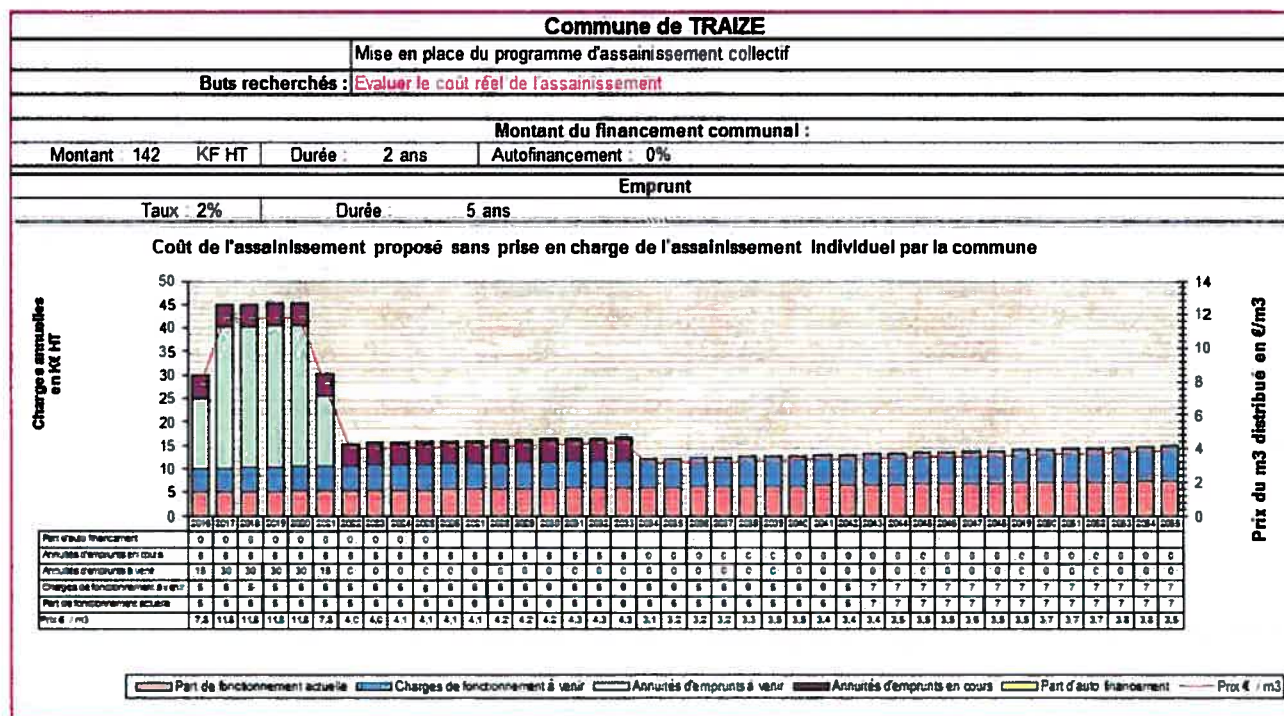
Il est pris en compte dans l'estimation du prix de reviens de la distribution d'eau potable :

- Le volume distribué annuellement : 3824 m3 (supposition de volume distribué constant du fait de la diminution des consommations quand le prix de l'eau augmente)
- annuités d'emprunts restantes pour les travaux d'assainissement du Chef lieu (4702€ /an jusqu'en 2033)
- les charges de fonctionnement pour la STEP du Chef lieu et future à construire (5000€/an chacune avec une croissance de ce coût de 1 %/an)
- le financement au moyen d'un prêt relais la part des travaux qui sera progressivement réglée par les participations aux branchements des abonnés, soit 142000€ à 2% sur 5 ans

Il n'est pas pris en compte le provisionnement pour renouvellement des équipements au terme de leur vie et la prise en compte d'une participation à hauteur de 250 000 € de la commune sur le budget général qui ne sera pas remboursé depuis le budget Eau-Assainissement.

Le prix moyen de l'eau durant la période de remboursement des prêts (18 ans) est de 6,27 €/m³ dont 2€60 de frais de fonctionnement.

Sur 30 ans en € constant, le coût moyen est de 5,08 € dont 3,03€ de coût de fonctionnement.



Pour l'année 2015 / 2016, le prix de l'eau pour sa part assainissement et tenant compte que la commune pourra financer sans emprunt important ces travaux le prix de l'eau a été fixé à 2,50 €.

4. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1. Zone concernées

Les secteurs concernés par l'assainissement non collectif sont :

- Les Berthets
- Verlin
- Soirin
- Le Cortou
- La Tuilière
- Le Passou
- Les Plantées
- Lachat
- Combaz Bérin
- Grange Neuve
- La Meu
- - Cottin

Pour ces hameaux, le scénario de l'assainissement collectif a été écarté du fait :

- des faibles perspectives d'urbanisation
- et/ou l'aptitude favorable des sols à l'assainissement non collectif
- et/ou l'absence de contrainte d'habitat
- et/ou l'éloignement des réseaux existants ou des principaux hameaux
- et/ou du faible nombre d'habitations concernées

4.2. Organisation service d'assainissement non collectif

Le service Public d'assainissement Non Collectif (SPANC) a été confié à la Communauté de Communes de YENNE.

Le contrôle de conception s'exerce sur les nouvelles installations dans le cadre d'un **dépôt de permis de construire ou d'une réhabilitation**.

Il vise à valider l'adaptation de la filière d'assainissement projetée par rapport aux caractéristiques du milieu naturel (perméabilité du sol, hydromorphie, ...), aux caractéristiques de l'habitat (nombre de pièces principales), à la parcelle (emplacement, pente,...) et au rejet (autorisation du propriétaire du lieu de rejet).

Avant toute réalisation d'un système d'assainissement non collectif, un dossier doit être constitué et contenir les documents suivants :

- une **demande de contrôle de conception**, disponible en mairie et à la Communauté de Communes du Pays de Liffré, dans laquelle figure la liste des différents renseignements à fournir et à laquelle est jointe une étude de définition de filière.

- Les **autorisations** nécessaires suivantes en fonction du lieux de rejet (autorisation de rejet dans un fossé privé, autorisation de rejet dans le fossé d'une route communale, autorisation de rejet dans un fossé d'une route départementale ou nationale et autorisation de passage d'une canalisation sur une parcelle privé).

Le projet d'assainissement non collectif doit être conforme à la réglementation en vigueur. Il doit obtenir un avis favorable délivré par le SPANC.

Le contrôle de réalisation lieu à la fin des travaux : avant remblaiement du dispositif, les drains de répartition et les tuyaux de liaison entre les différents éléments doivent être encore apparents. Il permet d'apprécier la conformité de la réalisation vis à vis du projet validé lors du contrôle de conception ainsi que la qualité des travaux effectués.

Le pétitionnaire doit convenir d'une date pour le contrôle de bonne réalisation des travaux (prévenir le service au minimum 48 heures avant).

La Visite périodique de Bon Fonctionnement (VBF) concerne tous les ouvrages d'assainissement non collectif.

Elle a pour but de:

- vérifier le bon fonctionnement du système (écoulement correcte des effluents, accumulation des boues dans la fosse, accessibilité et ventilation des ouvrages),
- constater des nuisances éventuelles,
- vérifier la réalisation des vidanges et la destination des matières de vidange.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose à l'usager :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicules, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes, des zones de passage d'animaux type bovins, équidés.
- d'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement,
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au niveau des ouvrages),
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards.

La périodicité maximum des contrôles a été fixée à 8 ans.

5. EAUX PLUVIALES

Les investigations de terrains effectuées en phase 2 du SGA par le Bureau d'étude SAUNIER ENVIRONNEMENT n'ont pas mis en évidence de problème particulier d'évacuation des eaux pluviales.

La gestion de l'évacuation des eaux pluviales sera gérée de la façon suivante, selon que l'on se trouve en zone d'assainissement collectif ou non collectif.

5.1. Zone d'assainissement collectif

Les secteurs raccordables à court terme au réseau d'assainissement existant seront desservis par un réseau séparatif (collecteurs d'eaux usées et d'eaux pluviales distincts) ou par des solutions de stockage dissipation à l'échelle de la parcelle.

Si des aménagements importants sont prévus à l'avenir, conduisant à la création de surfaces imperméables significatives, des mesures compensatoires devront être définies pour en limiter les conséquences (création de bassins de rétention des eaux pluviales par exemple). Ces mesures sont déterminées dans le cadre des études hydrauliques dites « Loi sur l'Eau » qui servent à l'élaboration des documents d'incidence pour les aménagements soumis à déclaration et pour les études d'impact pour les aménagements soumis à autorisation (conformément au décret n°93.742 du 29 mars 1993 pris en application de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992).

L'imperméabilisation des sols devra faire l'objet d'une note de calcul permettant de dimensionner les éventuelles solutions afin de ne pas accroître le ruissellement.

Tout rejet nouveau dans les réseaux pluviaux doit faire l'objet d'une autorisation du gestionnaire de réseau afin de ne pas dépasser la capacité d'accueil des canalisations et du milieu récepteur.

5.2. Zone d'assainissement non collectif

Les eaux pluviales seront gérées par les particuliers, avec des solutions de stockage dissipation à l'échelle de la parcelle suivies si besoin par une évacuation vers des fossés existants, des ruisseaux ou des réseaux pluviaux.

L'imperméabilisation des sols devra faire l'objet d'une note de calcul permettant de dimensionner les éventuelles solutions afin de ne pas accroître le ruissellement.

Tout rejet nouveau dans les réseaux pluviaux doit faire l'objet d'une autorisation du gestionnaire de réseau afin de ne pas dépasser la capacité d'accueil des canalisations et du milieu récepteur.

Les eaux pluviales ne seront en aucun cas envoyées vers le dispositif d'assainissement.